

« Engendrer un élan culturel »

► Qu'est ce que le CJD ?

Le Centre des jeunes dirigeants est un mouvement patronal. La section de Dieppe rassemble 38 dirigeants et

Nous avons retenu deux projets. La restauration de la chapelle du Gouverneur du Château-Musée, que nous proposons de réaliser nous-mêmes sous



François Blosseville, à la tête d'une entreprise d'électricité générale, est aussi sculpteur, d'où son intérêt pour la culture et la sauvegarde du fonds Marchand, collection unique en France.

chefs d'entreprise, principalement des PME, toutes activités confondues. Au sein du CJD, nous travaillons en commissions, sur des thèmes très divers. Les réflexions portent sur l'implication de l'entreprise dans la société. Notre slogan est d'ailleurs "Une économie au service de l'homme". Ensuite, chaque président est élu pour deux ans et amène ses propositions. L'une des miennes porte sur le mécénat "culture et entreprise".

► C'est ce qui explique votre intérêt pour un mécénat en collaboration avec la Ville... Tout à fait et on rejoint les valeurs du CJD. L'idée, c'est de provoquer une réflexion au sein des entreprises de la région, de mettre en valeur des savoir-faire et d'engendrer un élan culturel.

forme de mécénat de compétences, est encore en cours d'instruction. Quant à la numérisation des photos de Georges Marchand, nous signerons la convention prochainement.

► Pourquoi vous intéresser au fonds Marchand ?

Georges Marchand a réalisé des choses très techniques pour aboutir à ces photos d'une grande qualité artistique. Cette collection de 2 550 clichés a un caractère patrimonial et historique indéniable. La sauvegarde des originaux, particulièrement technique, représente un investissement de 8 000 euros, intégralement financé par des participations des entreprises du CJD.

ÉCLAIRAGE

Mécénat, un cadre favorable

La loi n° 2003-709, dite « Loi Aillagon », relative au mécénat, aux associations et aux fondations permet d'encourager par des mesures fiscales avantageuses les initiatives privées, qu'il s'agisse de celles des entreprises ou de celles des particuliers. Cette loi a modifié l'article 238 bis du Code général des impôts avec de nouvelles mesures visant une réduction d'impôt sur le résultat égale à 60 % du montant du versement. Les collectivités territoriales peuvent bénéficier du mécénat et sont habilitées à recevoir des dons des entreprises et des personnes et à fournir un reçu à présenter aux services fiscaux afin de bénéficier de la déduction prévue par la loi. Ce cadre juridique et fiscal favorable permet d'encourager le mécénat. Celui-ci ne se limite pas au champ culturel. Il s'étend à l'ensemble des missions et œuvres d'intérêt général, notamment la solidarité, l'environnement, la recherche, le sport... Plus de renseignements auprès de Laurence Huberdeau au 02 35 06 60 11